

DOSSIER N° DP 062758 26 00077

Déposé le 08/05/2026

de Christophe CAUX
demeurant 8 Rue Patin
62280 Saint-Martin-Boulogne
pour Remplacement des menuiseries
extérieures de l'habitation et de la porte
de garage.
sur un 8 Rue Patin
terrain sis 62280 SAINT MARTIN BOULOGNE
cadastré BN145

SURFACE DE PLANCHER

Néant

Destination : Résidence principale

Le Maire,

Vu la demande de déclaration préalable susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme,
Vu le décret n°2016-6 du 05 janvier 2016,
Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal approuvé le 6 avril 2017 et modifié le 29 juin 2023 et le 11 avril 2024
Vu l'avis de l'Unité départementale de l'Architecture et du Patrimoine du Pas-de-Calais en date du 1er juin 2026.

Considérant que le projet consiste au remplacement des menuiseries bois existantes de l'habitation ainsi que de la porte de garage en bois par des menuiseries en PVC et en aluminium de couleur blanche ;

Considérant que l'immeuble n'est pas situé dans le champ de visibilité d'un monument historique et que le projet n'est, en conséquence, pas soumis à l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France ;

Considérant que l'Unité départementale de l'Architecture et du Patrimoine a toutefois formulé des recommandations d'ordre architectural, notamment concernant la teinte des portes d'entrée et de garage ainsi que le dessin de la porte de garage, lesquelles ne présentent pas de caractère obligatoire dans le cadre de la présente déclaration préalable ;

Considérant que le projet, tel que présenté au dossier, est conforme aux dispositions du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

ARRETE

Article 1 : les travaux exemptés de permis de construire décrits dans la déclaration susvisée sont autorisés .

Article 2 : Les travaux seront réalisés conformément aux plans et documents composant le dossier de déclaration préalable.

Article 3 : Il est rappelé au pétitionnaire que l'Unité départementale de l'Architecture et du Patrimoine a émis des recommandations visant à favoriser la qualité architecturale et la bonne insertion du projet dans son environnement. Ces recommandations, qui ne revêtent pas un caractère prescriptif, pourront être prises en compte lors de la réalisation des travaux.

Fait à Saint Martin Boulogne

Pour Le Maire et par délégation

Frédérique BOUKO

Adjointe à l'Urbanisme,
à l'aménagement du territoire
et à l'environnement

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE

Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ

L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêt.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à votre égard.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS

La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

« Le demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut également, dans un délai d'un mois à compter de la notification de la décision, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Le silence gardé pendant plus de deux mois sur ce recours par l'autorité compétente vaut décision de rejet. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique ne proroge pas le délai de recours contentieux. »